

Outre les droits de pilotage, des indemnités de pilotage sont imputées pour des navires remorqués et pour des transports exceptionnels ou hors norme, tels que visés à l'article 14, 8°. ».

Art. 3. A l'article 14 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} juillet 2011, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point 1° est remplacé par la disposition suivante :

« 1° en cas de retard ou de report de plus d'une heure d'une commande du pilote activée, ou en cas d'expiration ou d'annulation d'une commande du pilote activée, un montant de 180 euros sera facturé; »;

2° au point 5°, a), les points 1) à 5) inclus sont remplacés par la disposition suivante :

« 1) 1.080 euros par période de 24 heures ou partie de cette dernière et chaque fois 540 euros pour chaque période suivante de douze heures ou partie de cette dernière pour des navires autres que les navires SWATH-opérables;

2) 2.160 euros par période de 24 heures ou partie de cette dernière et chaque fois 1.080 euros pour chaque période suivante de douze heures ou partie de cette dernière pour des navires SWATH-opérables; »;

3° le point 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° le service de pilotage fixe le coût total facturé à l'exploitant pour des navires remorqués et pour un transport exceptionnel ou hors norme, sur la base de la durée de l'intervention du ou des pilotes et des moyens mis en œuvre, en tenant compte du degré de difficulté du transport; ».

Art. 4. L'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} juillet 2011, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Lorsqu'un tiers a recours à l'expertise d'un pilote en dehors de la station d'attache, le service de pilotage fixe le coût total sur la base de la durée de l'intervention du ou des pilotes et des moyens mis en œuvre. En outre, tous les frais de parcours et de séjour à partir du moment de départ de la station d'attache jusqu'au moment du retour à la station d'attache, seront imputés. ».

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 18/1 et un article 18/2, rédigés comme suit :

« Art. 18/1. Un « bunker adjustment factor » lié au prix maximum officiel du gasoil au 30 juin 2012, à savoir 672,60 euros par 1000 litres, hors TVA, sera imputé à l'exploitant. A partir du 1^{er} janvier 2013 et ensuite tous les trois mois, la hausse ou la baisse du prix maximum officiel du gasoil est fixée. Pour chaque hausse ou baisse de 7 euros par 1000 litres, hors TVA, le « bunker adjustment factor » est fixé chaque fois à plus 0,10 % des droits de pilotage visés aux annexes 1re et 2, ou chaque fois à moins 0,10 % des droits de pilotage visés aux annexes 1re et 2, à partir du premier jour du troisième mois suivant la fixation du nouveau prix maximum officiel du gasoil. Le « bunker adjustment factor » est mentionné séparément sur la facture des droits de pilotage.

Art. 18/2. Le service de pilotage offre aux exploitants la possibilité de recevoir des messages électroniques liés au voyage. Une indemnité de 5 euros par trajet simple sera imputée à l'exploitant utilisant ce service. ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Art. 7. Le Ministre flamand ayant les travaux publics dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 décembre 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,
H. CREVITS

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2013/200494]

20. DEZEMBER 2012 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. März 1973 zur Festlegung der gemeinsamen Regeln zur Berechnung der Tagespflegesätze, die für den Unterhalt, die Erziehung und die Pflege von Personen mit Behinderung, die zu Lasten der öffentlichen Hand untergebracht sind, gewährt werden

Aufgrund des Dekretes vom 19. Juni 1990 zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung, Artikel 32 § 1, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2003;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 30. März 1973 zur Festlegung der gemeinsamen Regeln zur Berechnung der Tagespflegesätze, die für den Unterhalt, die Erziehung und die Pflege von Personen mit Behinderung, die zu Lasten der öffentlichen Hand untergebracht sind, gewährt werden;

Aufgrund des günstigen Gutachtens des Finanzinspektors vom 14. Dezember 2012;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt vom 14. Dezember 2012;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsrates der Dienststelle für Personen mit einer Behinderung vom 30. November 2012;

Aufgrund der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Dringlichkeit dadurch begründet ist, dass es zur Finanzierung des Haushaltes 2013 der Dienststelle erforderlich ist, die Anpassungen der gesetzlichen Grundlage zur Bezuschussung der Wohnheime vorzunehmen, dass diese Anpassungen bis spätestens zum 1. Januar 2013 in Kraft treten müssen und somit das Inkrafttreten vorliegenden Erlasses keinen Aufschub duldet;

Auf Vorschlag des für Soziales zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 23 Absatz 5 des Königlichen Erlasses vom 30. März 1973 zur Festlegung der gemeinsamen Regeln zur Berechnung der Tagespflegesätze, die für den Unterhalt, die Erziehung und die Pflege von Personen mit Behinderung, die zu Lasten der öffentlichen Hand untergebracht sind, gewährt werden, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 16. Dezember 2010 und vom 15. Dezember 2011, wird wie folgt abgeändert:

1. im ersten Satz wird die Wortfolge "der Jahre 2010, 2011 und 2012" ersetzt durch die Wortfolge "der Jahre 2010, 2011, 2012 und 2013";

2. im zweiten Satz wird die Wortfolge "für die Jahre 2011 und 2012" ersetzt durch die Wortfolge "für die Jahre 2011, 2012 und 2013".

Art. 2 - In Artikel 27 Absatz 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 15. Dezember 2011, wird die Wortfolge "für die Jahre 2010, 2011 und 2012" ersetzt durch die Wortfolge "für die Jahre 2010, 2011, 2012 und 2013"

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 2013 in Kraft.

Art. 4 - Der für Soziales zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Eupen, den 20. Dezember 2012

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden

K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales

H. MOLLERS

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

[2013/200494]

20 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement modifiant l'arrêté royal du 30 mars 1973 déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés placés à charge des pouvoirs publics

LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE,

Vu le décret du 19 juin 1990 portant création d'un Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées, article 32, § 1^{er}, modifié par le décret du 3 février 2003;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1973 déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés placés à charge des pouvoirs publics;

Vu l'avis favorable de l'inspecteur des Finances, donné le 14 décembre 2012;

Vu l'accord du Ministre-Président, compétent en matière de Budget, donné le 14 décembre 2012;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Office pour les personnes handicapées, donné le 30 novembre 2012;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que, pour financer le budget 2013 de l'Office, il faut adapter la base légale relative au subventionnement des foyers d'accueil, que ces adaptations doivent entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2013 et que l'entrée en vigueur du présent arrêté ne souffre dès lors aucun délai;

Sur la proposition du Ministre compétent en matière d'Affaires sociales;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 23, alinéa 5, de l'arrêté royal du 30 mars 1973 déterminant les règles communes à suivre pour fixer les subventions journalières allouées pour l'entretien, l'éducation et le traitement des mineurs d'âge et des handicapés placés à charge des pouvoirs publics, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 16 décembre 2010 et 15 décembre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la première phrase, les mots "pour les années 2010, 2011 et 2012" sont remplacés par les mots "pour les années 2010, 2011, 2012 et 2013";

2° dans la deuxième phrase, les mots "pour les années 2011 et 2012" sont remplacés par les mots "pour les années 2011, 2012 et 2013".

Art. 2. A l'article 27, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 décembre 2011, les mots "en 2010, 2011 et 2012" sont remplacés par les mots "en 2010, 2011, 2012 et 2013".

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Art. 4. Le Ministre compétent en matière d'Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 20 décembre 2012.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président, Ministre des Pouvoirs locaux,

K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,

H. MOLLERS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2013/200494]

20 DECEMBER 2012. — Besluit van de Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 1973 tot bepaling van de te volgen gemeenschappelijke regels voor de vaststelling van de toelagen per dag toegekend voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen en van gehandicapten geplaast ten laste van de openbare besturen

DE REGERING VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP,

Gelet op het decreet van 19 juni 1990 houdende oprichting van een "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung" (Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap), artikel 32, § 1, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1973 tot bepaling van de te volgen gemeenschappelijke regels voor de vaststelling van de toelagen per dag toegekend voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen en van gehandicapten geplaast ten laste van de openbare besturen;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 december 2012;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister-President, bevoegd voor Begroting, d.d. 14 december 2012;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Dienst van de Duitstalige Gemeenschap voor de personen met een handicap, gegeven op 30 november 2012;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid wordt gewettigd door de omstandigheid dat dit besluit zo snel mogelijk in werking moet treden, omdat het voor de financiering van de begroting 2013 van de Dienst noodzakelijk is dat de wettelijke grondslag voor de subsidiëring van de tehuizen wordt aangepast en die aanpassingen uiterlijk op 1 januari 2013 in werking treden;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 23, vijfde lid, van het koninklijk besluit van 30 maart 1973 tot bepaling van de te volgen gemeenschappelijke regels voor de vaststelling van de toelagen per dag toegekend voor onderhoud, opvoeding en behandeling van minderjarigen en van gehandicapten geplaast ten laste van de openbare besturen, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 16 december 2010 en 15 december 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de eerste zin worden de woorden "voor de jaren 2010, 2011 en 2012" vervangen door de woorden "voor de jaren 2010, 2011, 2012 en 2013";

2° in de tweede zin worden de woorden "voor de jaren 2011 en 2012" vervangen door de woorden "voor de jaren 2011, 2012 en 2013".

Art. 2. In artikel 27, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 december 2011, worden de woorden "voor de jaren 2010, 2011 en 2012" vervangen door de woorden "voor de jaren 2010, 2011, 2012 en 2013".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013.

Art. 4. De minister bevoegd voor Sociale Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 20 december 2012.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President, Minister van Lokale Besturen,

K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

H. MOLLERS